

<http://lipietz.net/La-dimension-morale-du-vote-contre-Le-Pen>

La dimension morale du vote contre Le Pen

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : jeudi 4 mai 2017

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le débat effroyable Macron-Le Pen a marqué un coup d'arrêt à la « dédiablement » du Front national. Pourtant une partie de la gauche persiste à refuser de voter pour l'adversaire de M. Le Pen, Macron. Leur argument : « Vous nous culpabilisez ! C'est du moralisme. » Ce qui pose tout le problème de la morale en politique.

La question est posée

Ses déclarations sur la Rafle du Vel d'Hiv, sa tentative (déjouée) de nommer un négationniste président par intérim du FN, et surtout le style, totalement national-socialiste ([tendance SA](#)) adopté par Marine Le Pen lors de son débat télévisé avec E. Macron, ont achevé de barrer une hypothèse que j'avais un temps laissée ouverte : celle de la dédiablement du FN. Une trajectoire poursuivie pourtant avec un certain succès, grâce à une réelle sincérité, par [Gianfranco Fini](#), l'ancien chef du néofasciste Mouvement Social Italien.

Pourtant le silence de JL Mélenchon (entre vote blanc et vote Macron), le choix de deux tiers des consultés de La France Insoumise de ne pas voter contre Le Pen, les prudences coupables des évêques français, traduisent un refus de combattre MLP dans l'urne, comme, dans la rue le 1er mai, le choix de combattre conjointement (et non successivement) Le Pen et Macron. Ils sont significatifs d'une forme terriblement dangereuse d'irresponsabilité. Cette irresponsabilité ("je n'ai pas à vous répondre de mon vote ou absence de vote") a une dimension morale au sens des écologistes comme Hans Jonas (qui revoie lui-même à Dostoyevsky ou Levinas). Mais ce choix lui-même a-t-il une dimension morale ?

J'ai tenté [il y a une semaine](#) de répondre au moins rationnellement aux 4 arguments en faveur d'une telle attitude :

- a/ Pas la peine de me salir les mains : elle sera battue.
- b/ La victoire de Macron ferait le lit de celle de MLP en 2022.
- c/ Il sera plus facile pour nous de prendre la tête d'un front anti-fasciste après sa victoire.
- d/ Le libéralisme n'est qu'une autre forme de fascisme.

Je me suis heurté sur le houëbe à un barrage de la part de mélenchonistes (certains franchissant même le pas « Macron plus inquiétant que Le Pen »), ne critiquant pas le fond de rationalité que je leur prêtais, mais m'opposant un argument massue : « *C'est du moralisme, vous me culpabilisez !* »

De façon étonnante, *Le Monde* a en effet utilisé l'argument « faute morale » pour critiquer la position, quasi niniste, des évêques de France (et du Pape), qui, se désolidarisant des autorités juives, protestantes et musulmanes, ont semblé, comme JLM (dont je pense qu'en réalité il votera contre Le Pen) « s'en laver les mains », n'allant même pas, contrairement à lui, jusqu'au service minimum : refuser le vote FN.

La question de la moralité (du devoir moral, des valeurs) dans le vote contre l'extrême-droite est donc bien posée.

Contre l'irrationalisme

En politique, traditionnellement, on ne critique pas la position d'un adversaire parce qu'elle est « immorale », mais

parce qu'elle est irrationnelle ou malsaine pour la société. Et MLP a donné tous les arguments, de ce point de vue, pour voter contre elle. E. Macron, sous le déluge des injures et des sottises de MLP, a su garder son calme et glisser des arguments relevant strictement du registre rationnel, évitant le « monopole du coeur » face à une adversaire qui débordait de tendresse pour les laissés pour compte, du moment qu'ils soient gaulois. Les affirmations de MLP étaient soit des mensonges, soit des sottises.

Ainsi de la lutte contre le terrorisme (MLP n'avancait en fait qu'une mesure : l'expulsion des fichés S étrangers, or la grande majorité de ceux-ci ne sont pas terroristes, la grande majorité des terroristes ne sont ni étrangers ni fichés S), des fautes de politiques industrielles (le coup de la confusion entre la fiche SFR et la fiche Chantiers de l'Atlantique était assez savoureux), de la sortie de l'euro.

Un mot sur ce sujet, car je fus l'un des défenseurs de la « monnaie commune » contre la monnaie unique lorsque je combattais Maastricht. À l'inverse exact de JL Mélenchon, j'ai en effet voté contre Maastricht et pour le TCE, car je pense qu'il fallait avancer dans l'unification démocratique et notamment la solidarité budgétaire de l'Union européenne avant d'avancer dans l'union économique et surtout monétaire. Mais je n'ai jamais confondu, comme MLP, l'E.C.U. qui précéda l'euro, avec la monnaie commune que justement j'appelais, en vain, de mes vœux ! Macron tenta d'argumenter : l'E.C.U. (la monnaie de compte unique) n'était pas un moyen de paiement ! Mission impossible : MLP hystérisait à ce point le débat qu'il était en réalité impossible de discuter sérieusement. Ici, je suis tranquille pour écrire un mot du fond.

La coexistence des vraies monnaies nationales ("vraie monnaie" = réserve de valeur et moyen de paiement avec lequel on peut vraiment payer des dettes ou des importations) avec une vraie monnaie commune aurait présenté un avantage et un seul : la possibilité, pendant un certain temps, de continuer à réajuster les monnaies européennes les unes par rapport aux autres (au lieu de réajuster à la baisse les salaires, comme dans les plans imposés à la Grèce), par des dévaluations : du franc ou de la drachme par rapport à l'euro. C'était un avantage, mais aussi un inconvénient : il aurait fallu continuer à défendre la monnaie nationale contre les spéculateurs (« les gnomes de Zurich »), cauchemar des années Mitterrand. Ce qu'oublie complètement les économistes qui oscillent comme J. Sapir entre Mélenchon et Le Pen.

Revenir à la solution que je préconisais il y a trente ans, sortir de l'euro et construire un système de monnaie commune, revient tout simplement à croire que l'Histoire repasse les plats non seulement deux fois mais indéfiniment, qu'elle n'est pas « dépendante du sentier ». Aujourd'hui, la zone euro est totalement intégrée économiquement. En sortir a infiniment plus de coûts que ne pas y entrer il y a trente ans. Ce qu'avait parfaitement compris l'ancien ministre grec Varoufakis, et il vient, avec vigueur et loyauté, de [remercier publiquement E. Macron](#) pour avoir alors tenté de l'y aider. Car dans une monnaie unique, ce qui remplace les dévaluations, c'est tout simplement la solidarité, les transferts d'une région à l'autre (y compris les réductions de dettes), comme entre la Californie et la Louisiane, l'Île de France et la Corrèze.

Mais il est clair qu'à deux jours du vote, on n'en est plus à discuter rationnellement.

Marine Le Pen va être battue

Laissons également tomber l'argument qui était réel il y a une semaine : le risque de la victoire de M. Le Pen.

Je crois aux sondages quand ils sont convergents et stables. J'y croyais quand 15 jours avant le premier tour ils donnaient, dans l'ordre, le résultat avec une erreur finale très inférieure à la marge qu'ils annonçaient eux-mêmes. Ce qui m'a permis, sans état d'âme, [de façon raisonnée, de voter Hamon](#). À cette époque, les mélenchonistes,

bloqués à 19% par leur discours sur le plan B de sortie de l'euro et de l'UE (repris de celui du Front National et à l'opposé de l'ancien discours de JL Mélenchon), « culpabilisaient » celles et ceux qui persistaient à voter selon leurs idées (Hamon, Poutou, Arthaud...) en prétendant que Mélenchon pouvait encore rattraper les 5 % qui le séparaient de Macron... Cela lui a permis de prendre un demi point, bien inutile, à Hamon.

Le Pen va être battue, à 40 contre 60. Ce qui est épouvantable. Je milite pour qu'elle redescende à 35, sans grand espoir. Et là je me heurte à ce discours ahurissant : « Je ne vote pas Macron, quoique je souhaite la défaite de Le Pen, car plus bas sera Macron, plus il devra tenir compte de nous. »

Ben non, puisque justement vous n'aurez pas voté pour lui, or il doit préparer déjà des législative et une majorité ! En revanche, si MLP est à 49 % et pas à 35 %, ça pèsera nécessairement sur la politique à venir... dans le sens de Le Pen. Sans doute pas sur les questions européennes, mais sûrement sur les questions sociétales (droits de la personne humaine, politique sécuritaire, accueil des réfugiés...)

45 % des 440 000 militants de l'organisation La France insoumise n'ont pas participé à la consultation. 29 % de ceux qui se sont exprimés n'iront pas voter dimanche. 36 % voteront blanc ou nul. 35 % mettront le bulletin Macron dans l'urne. L'option Le Pen n'était pas en lice pour cette consultation interne, mais le dernier sondage IPSOS évalue à 19 % la proportion des électeurs de Mélenchon décidés à donner leur voix à la candidate du FN pour le scrutin du 7 mai.

Observons d'abord que c'est assez étrange pour des électeurs et encore plus des militants qui avaient le vote obligatoire à leur programme. Mais passons.

Donc supposons que ces 19 % incluent justement ceux qui n'ont pas voté à la consultation. Ils représentent 4% des exprimés du premier tour. Parmi les 16% de vote MLP restant, on peut (un instant) supposer que les consultés sont représentatifs. Donc $0,16 \times 0,19$ soit 3,2 % voteront Macron.

Supposons que Le Pen + Dupont-Aignan gardent leur 26% : ça fait, avec les mélenchonistes du premier tour, 30%
Supposons que Macron garde ses 24% , plus les 6,36 de Hamon, plus ces 3,2 % de Mélenchonistes. Ça fait 33,56 % Ouf !

Par le choix de la La France Insoumise, la gauche française ne repousserait Le Pen que de 3 et demi %... Autant dire qu'elle laisserait la droite (les fillonistes) trancher entre un social-libéral, ancien ministre de Hollande, et une fasciste.

Nous sommes loin du 60-40 que donnent les sondages ! Manifestement, si M. Le Pen, comme E. Macron, reçoivent un certain renfort des fillonistes... beaucoup d' électeurs mélenchonistes sont loin de suivre le vote des militants de la France Insoumise. Ils votent pour Macron. Dans la douleur, [à l'exemple François Ruffin](#).

Selon l'enquête du Cevipof, 48 % de ces électeurs envisagent de voter pour E. Macron, 14 % pour sa concurrente et 38 % de s'abstenir.

Le débat contre le ninisme a donc porté ses fruits, contre le matraquage de La France Insoumise sur internet ou dans les cortèges de la CGT. J'espère qu'il en portera encore, jusqu'à dimanche matin.

Pour être honnête : en 2002 c'était pareil, et il avait fallu des trésors de persuasion pendant 15 jours pour faire barrage au FN en votant Chirac. Le problème c'est qu'à l'époque on l'avait bloqué beaucoup plus haut. Est-ce parce

qu'alors [on avait JL Mélenchon avec nous](#) ?

Si donc, vendredi et samedi , nous cherchons encore à convaincre, ce ne peut plus être au nom de la peur du fascisme, mais d'une forme de devoir moral.

Oui, de la morale

La morale est un ensemble de principes qui permettent de vivre en société, quitte à renoncer à un « mauvais coup » qui présenterait un avantage immédiat, tel que mentir (quoique...), voler : on parle alors de morale « immanente ». Il y a aussi certaines valeurs morales qui dépassent le simple intérêt bien compris et qu'on appelle transcendantes, telles le don de soi (j'ai donné [ici, dernière partie](#), l'exemple du « don du cyanure » dans *La condition humaine*.)

Tenons-nous en ici aux valeurs immanentes, d'ailleurs résumées par la devise de la République et les Déclarations universelles des droits de la personne humaine.

Il est assez clair que ce qui caractérise l'extrême droite, c'est le viol systématique de ces valeurs. Ce n'est évidemment pas le cas du libéralisme, qui au contraire a inspiré les Droits humains dits « de première génération » (ceux de 1789) mais ne respecte qu'à minima les droits de seconde génération (celles d'après 1945 : droits sociaux, environnementaux...)

En ce sens, ceux qui s'abstiendront ou voteront blanc au nom du « 4e argument » (libéralisme= fascisme) commettent, comme les évêques de France, une faute morale : contre la morale républicaine.

Ceux qui jouent du 3e argument (« ça sera plus clair pour la combattre, et on en prendra la direction ») ne commettent pas une faute morale, mais une sottise, quoiqu'on puisse aussi les taxer de cynisme. Même Lénine, [contre Kornilov](#), a soutenu Kérénsky « comme la corde soutient le pendu », ce qui a permis aux Bolcheviks de prendre le leadership dans la révolution russe. [J'ai donné de multiples exemples](#) plus récents : les sorties du fascisme en Europe du Sud puis en Amérique Latine dans les années 1975-1985. D'ailleurs la désertion de La France Insoumise entre les deux tours commence, si on en croit [le premier sondage sur les législatives](#), à produire des effets : entre 6 et 8 élus à la gauche du PS, alors que Mélenchon caressait l'espoir de forcer Macron à le prendre comme Premier ministre.

Quant au deuxième argument (« Macron vainqueur, c'est faire le lit de Le Pen en 2022 »), j'ai dit il y a une semaine sa dimension psychologique dépressive, en évoquant ceux qui se suicident quand ils apprennent qu'ils ont une maladie mortelle. Ce n'est pas une faute morale, ça se soigne avec de la douceur et des antidépresseurs, puis en proposant un projet de vie pour les 5 prochaines années, dans l'espoir de vaincre la maladie.

Mais le plus grave, moralement, est le premier, l'argument du passager clandestin, qui peut triompher aujourd'hui : « Vous voyez bien, il n'y a aucun risque que Le Pen passe, donc moi je n'irai pas me salir les mains, puisque 60% le feront à ma place ! ».

Là c'est vraiment une faute morale au sens le plus immanent du terme. Si on souhaite la défaite de Le Pen, mais qu'on ne fait rien pour l'obtenir (en votant Macron) parce que d'autres le feront à sa place, et qu'on pourra ainsi, sans vergogne, le leur reprocher demain (« moi, je n'ai pas voté pour le banquier ! »), alors on rompt avec la simple logique du « vivre en société ».

La dimension morale du vote contre Le Pen

Car si nous faisons société, et plus particulièrement si nous cultivons les biens communs (sans en attendre d'autre bénéfice pour nous que l'existence même de ces « communs »), si nous acceptons de payer pour les services publics (en achetant son ticket, ou par l'impôt- ce qui implique le combat contre la fraude fiscale, forme la plus grave de « passager clandestin »), c'est que nous acceptons de prendre en charge ce dont nous souhaitons l'existence, ne serait-ce qu'à titre de moindre mal (et dans ce cas nous prenons en charge les risques de ce moindre mal et le combat futur contre ses effets pervers.)

Agir autrement , parce qu'il y a déjà assez de « bonnes poires », c'est d'une part oublier que, pour que les 60% prévus se transforment en 60 % réels, il faut bien que 60% acceptent de matérialiser cette espérance d'un bien commun. C'est oublier surtout [la nature du « commun »](#) (du latin *munus* : la charge, le don), qui exige une prise en charge, un « don » à la communauté, pour en récolter un bénéfice non individuel (un avenir sans Le Pen au pouvoir).

Dimanche je ne voterai pas Macron parce que j'aurais peur qu'il n'y ait pas assez d'électrices et d'électeurs pour faire comme moi. Je n'ai plus peur.

Je ferai partie de cette majorité du Peuple de France qui ce jour là, comme lors de l'affaire Dreyfus (pour ne pas parler de la Résistance, laquelle demandait autrement plus d'héroïsme), aura sauvé l'honneur de notre communauté nationale en rejetant l'extrême-droite.